



Communiqué de presse, le 22 février 2023

Lancement de la campagne S-●-S

« S-Eau-S : des engagements, pas des abonnés absents »

« La France doit inspirer une nouvelle gouvernance mondiale de l'eau pour éviter une crise majeure »

Action contre la Faim, la Coalition Eau et le Secours Islamique France appellent le Président Emmanuel Macron à réaffirmer l'engagement de la France en faveur de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans le monde dans le cadre de la conférence des Nations Unies sur l'eau, prévue à New York du 22 au 24 mars 2023. Il s'agit d'un événement exceptionnel qui se tiendra pour la première fois depuis près d'un demi-siècle, dont l'enjeu est de rendre la coopération internationale du secteur de l'eau entre États Membres plus efficace et plus redevable.

Alors que la tension autour de la ressource en eau se ressent durement dans plusieurs régions du monde (y compris la France), engendrant de sérieux conflits d'usage, se tiendra la première conférence des Nations Unies sur l'eau depuis 46 ans, fin mars 2023. Une périodicité qui pose question face aux enjeux d'accès à la ressource en eau et à l'assainissement (**2,2 milliards d'individus n'ont pas accès à l'eau potable sur Terre et 3,6 milliards sont privés de toilettes¹**), mais aussi aux enjeux associés de santé publique (COVID), et de partage des ressources entre États (gestion transfrontalière des fleuves, gestion de bassins versants et d'aquifères communs). En France métropolitaine : 400 000 personnes vivant en habitats précaires ne sont pas raccordées à un réseau de distribution d'eau potable ou d'assainissement. Une situation plus alarmante encore dans les territoires d'Outre-Mer français.

De plus, les pressions exercées sur l'eau (pollution, surexploitation, agriculture intensive, gaspillage, accaparement...) conjuguées aux effets catastrophiques du dérèglement climatique (inondations, sécheresses, événements extrêmes...) font craindre des perspectives encore plus sombres. En 2022, les inondations au Pakistan ont fait plus de 1 700 morts² et les sécheresses consécutives dans la Corne de l'Afrique ont placé près de 21 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire élevée³.

¹ Chiffres : OMS/UNICEF 2021.

² UNICEF 2022.

³ ONU Info.



Sauf émergence d'une série de mesures fortes et adaptées, **1 personne sur 2 vivra dans des conditions de stress hydrique dans le monde dès 2050** (UN-Water 2020).

Premières victimes : les femmes et les filles, responsables de la collecte de l'eau dans les trois quarts des foyers des pays en développement⁴. Plus l'accès est difficile, plus les conséquences sanitaires sont dramatiques. Chaque année, plus de 829 000 personnes meurent de diarrhées à cause de l'insalubrité de l'eau potable et du manque d'assainissement et d'hygiène. Il s'agit de la deuxième cause de mortalité des enfants de moins de 5 ans⁵. **En 2022, un enfant de moins de 5 ans présente ainsi 20 fois plus de risque de décéder de diarrhée que des violences liées à un conflit** (UNICEF, 2019).

Les mouvements de populations générés par la « rareté de l'eau » dans certains territoires, engendrent une « migration climatique ». La conflictualité induite parfois par de tels mouvements est aiguë : le Sud Soudan, la zone sahélienne, ou l'Afghanistan illustrent de tels conflits, en particulier entre populations pastorales et agriculteurs sédentaires.

La campagne « S--S » alerte sur les manquements liés à la gestion de l'eau à l'international

Dans ce contexte, la campagne lancée par Action contre la Faim, la Coalition Eau et le Secours Islamique France illustre l'urgence de la situation et pointe un manque de gouvernance mondiale en matière de gestion de l'eau. Un état de fait qui empêche de permettre à tous les êtres humains un accès pérenne à l'eau potable et à l'assainissement.

« L'eau est sous état d'urgence. Malgré la reconnaissance des droits humains à l'eau et l'assainissement en 2010 et l'adoption en 2015 de l'Objectif de Développement Durable n°6⁶, la gestion de l'eau ne fait aujourd'hui l'objet d'aucune politique internationale « contraignante », il n'y a aucune agence dédiée au niveau des Nations et il n'existe aucun comité ou espace intergouvernemental sur l'eau permettant aux États de se réunir régulièrement et d'être redevable de leurs progrès vis-à-vis des engagements des Objectifs de Développement Durables » déplorent ainsi les trois organisations. De fait, au sein des Nations Unies, le sujet de l'eau et l'assainissement peine à exister, malgré son importance vitale.

La Conférence des Nations Unies sur l'eau de mars 2023 est par conséquent une opportunité unique de mettre l'eau à l'agenda international. Ce n'est seulement que le deuxième sommet de tous les temps que l'ONU consacre à l'eau, 46 ans après la Conférence de Mar de Plata en 1977 !

Les trois organisations appellent donc le Président Emmanuel Macron à se rendre à cette Conférence pour incarner un leadership politique dans ce domaine et impulser une mobilisation de la communauté internationale pour l'organisation de réunions internationales régulières sur l'eau. C'est aussi l'occasion de réaffirmer les engagements de la France en faveur de l'accès universel à l'eau et l'assainissement, de la préservation et du partage de la ressource.

⁴ Wateraid, Wash Matters : Égalité hommes femmes et accès à l'eau et à l'assainissement.

⁵ OMS 2021.

⁶ L'ODD 6 vise à atteindre une gestion durable de l'eau et l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2030.

Des demandes concrètes formulées au Président Emmanuel Macron

Outre la présence du Chef de l'État Français à New-York, Action contre la Faim, la Coalition Eau et le Secours Islamique France demandent à la France de s'engager à :

- Œuvrer pour l'obtention d'une Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2023 établissant **des réunions intergouvernementales régulières dédiées à l'eau**, sous l'égide des Nations Unies.
- Défendre le fait que l'Envoyé-e Spécial-e des Nations Unies sur l'eau, dont la nomination est soutenue par la France et 150 autres États, dispose d'**un mandat politique pour piloter la réflexion des Nations Unies sur la gouvernance internationale de l'eau** et soit chargé-e du suivi des engagements volontaires pris par les États dans le *Water Action Agenda* et des progrès de l'ODD 6 de l'Agenda 2030.
- Intégrer **un segment « eau douce » à la Conférence des Nations Unies sur les Océans**, du fait des liens étroits entre les enjeux d'eau douce et des océans (surtout vis-à-vis de la pollution).
- Organiser **un One Planet Summit sur l'eau en France**.
- Allouer **des ressources humaines et financières suffisantes pour la mise en œuvre de la loi du 4 août 2021** de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales, qui fait de l'eau l'un des secteurs prioritaires d'intervention, et pour la mise en œuvre de la stratégie internationale de la France pour l'eau et l'assainissement.
- Nommer **un-e ambassadeur-ice thématique sur l'eau** qui aura un rôle de coordination interministérielle et pourra porter à haut niveau les priorités françaises à l'international et être l'interlocuteur-ice privilégié-e de l'Envoyé-e Spécial-e des Nations Unies sur l'eau.
- **Atteindre l'ODD 6 sur le territoire national** en prenant des mesures pour la mise en œuvre effective des droits humains à l'eau et à l'assainissement, notamment en faveur des territoires d'Outre-Mer et des populations vivant en habitat précaire, et pour la bonne gestion et la préservation des ressources en eau.



« Ces mesures sont essentielles et urgentes. L'eau ne peut plus être l'angle mort des politiques internationales, la coordination entre États est donc fondamentale pour préserver et partager équitablement la ressource. C'est pourquoi nous espérons vivement que le président de la République participe à la Conférence des Nations Unies pour porter ce message » concluent les trois ONG.

Le [FILM](#) en ligne / La [NOTE DE POSITIONNEMENT](#) en ligne.

Contacts presse : J. Marié - 06 64 99 56 79 - julien@instinctcom.fr | A. Moussaoui - 06 27 26 49 64 - amine@ozinfos.com

Crédit photo (page 2) : © Lys Arango pour Action contre la Faim.